



LA ZONE DE LIBRE ÉCHANGE CONTINENTALE AFRICAINE (ZLECAF) ET LES POLITIQUES D'IMPORT-SUBSTITUTION EN AFRIQUE CENTRALE

EPPONH PARFAIT

NEGOCIATEUR EN CHEF DE LA ZLECAF

parfaiteppoh@yahoo.fr



IRIC, 15 JUIN 2023





SOMMAIRE

- I. INTRODUCTION
- II. C'EST QUOI LA ZLECAF ?
- III. QUELS EST L'IMPACT (AVANTAGES ET LES LIMITES) DE LA ZLECAF ?
- IV. LES MESURES DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE DE LA ZLECAF
- V. LA STRATEGIE D'IMPORT-SUBSTITUTION EN AFRIQUE CENTRALE
- VI. LA STRATÉGIE D'IMPORT-SUBSTITUTION UNE REPONSE EFFICACE
AUX LIMITES DE LA ZLECAF
- VII. CONCLUSION





I- INTRODUCTION



I- INTRODUCTION



De manière paradoxale

- L'Afrique regorge d'énormes potentialités en termes de ressources naturelles mais les populations peinent à sortir de la pauvreté (**l'Afrique Centrale dispose pourtant d'un potentiel en ressources animales, agricoles, minières et halieutiques inexploité**)
- Bon nombre de pays demeurent des exportateurs de matières premières sans véritable valeur ajoutée et des importateurs des biens de grande consommation (Ex. : **En 2018, plus de 2 780 milliards FCFA ont été dépensés par les pays de la CEMAC dans les importations de viande, de poisson, de riz et d'hydrocarbures**)
- La contribution au commerce mondial reste très marginale : 3% seulement (**CEMAC : 2%**)
- Le niveau des échanges commerciaux intracontinental se situe à 16% seulement, contre 70% pour l'Europe, 52% pour l'Asie, 50% pour l'Amérique du Nord et 26% pour l'Amérique du Sud. (**CEEAC : 1,57%**)

I- INTRODUCTION



Pourtant

- L'Afrique est un vaste marché de **1,2 milliard de consommateurs** (de la même taille que celui de la Chine ou de l'Inde) et qui sera porté qui sera porté à **2,5 milliards à l'horizon 2050** (premier marché au monde), soit 26 % de la population mondiale en âge de travailler. L'Afrique verra son économie croître deux fois plus rapidement que celle des pays développés (**CEEAC : 200 millions de consommateurs**)
- Le PIB cumulé du Continent est de **3 000 milliards de dollars US (CEEAC : 133**
- Les pays africains échangent entre eux davantage de **produits transformés et à valeur ajoutée (41,9%)**, contrairement à leurs **exportations vers le reste du monde (14,8%)**, qui sont principalement composées de matières premières à l'état brut.



II- C'EST QUOI LA ZLECAF ?



II- C'EST QUOI LA ZLECAF ?



- ❑ La ZLECAf est l'espace économique dans lequel les pays africains ont décidé de libéraliser l'essentiel de leurs échanges (97%).
- ❑ L'objectif est de créer un marché unique continental pour les marchandises et les services, d'accroître les échanges intra-africains à travers l'élimination des barrières tarifaires et non tarifaires, de favoriser le développement industriel, de faciliter les investissements et la libre circulation des capitaux.
 - Signature de l'Accord : **21 mars 2018** à Kigali
 - Lancement officiel : **1^{er} janvier 2021** à Johannesburg
 - Lancement opérationnel : **7 octobre 2022** à Accra
- ❑ Domaines couverts par l'Accord : Commerce des Marchandises, Commerce des Services, Investissements, Politique de la Concurrence, Droits de Propriété Intellectuelle, Commerce Numérique et Commerce des femmes et des jeunes

III- IMPACT DE LA ZLECAF



1. AVANTAGES

- **AUGMENTE LES DÉBOUCHÉS**

Les entreprises ont la possibilité de conquérir de nouveaux marchés et de réaliser des économies d'échelle (baisse du coût unitaire d'un produit lorsque les quantités produites augmentent).

- **DIVERSIFIE LES SOURCES D'APPROVISIONNEMENT EN INTRANTS**

Les entreprises et les consommateurs disposent d'une large gamme de choix et bénéficient d'une offre plus ample de produits intermédiaires et fini à moindre coût, du fait de la concurrence.

- **ACCROÎT LA COMPÉTITIVITÉ DES ENTREPRISES**

La ZLECAf incite les entreprises qui font face à la concurrence internationale, à se développer et accroître leurs performances, à travers l'investissement, l'innovation, le progrès et transferts de technologie, l'amélioration de la qualité et l'implication pour la politique des prix, etc.



III- IMPACT DE LA ZLECAF

2. Limites de la ZLECAf

La ZLECAf risque malheureusement de :

- créer la spécialisation inégale entre les pays (mono-exportation)
- favoriser les délocalisations (transfert d'unité de production à l'étranger)
- encourager le dumping (fiscal, social et environnemental) pour attirer les entreprises
- créer des distorsions au commerce et des inégalités qui peuvent conduire à des déséquilibres entre, d'une part, les grandes industries, et d'autre part, les petites entreprises et les industries naissantes
- favoriser la création d'ententes ou de monopoles
- entraîner le découragement de certaines PME, la dégradation des emplois et de la protection sociale
- conduire à une uniformisation culturelle

... l'Accord prévoit néanmoins des mesures de sauvegarde pour veiller à assurer une protection des économies





IV- MESURES DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE



IV- MESURES DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE



- Pourquoi et comment adopter les mesures de protection et de sauvegarde dans le cadre des accords de libre-échange ?



IV- MESURES DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE



1. LE BUT

- Les mesures de protection et de sauvegarde visent à instaurer les barrières tarifaires et non tarifaires, afin de limiter les importations de biens et de services et faire face à la concurrence étrangère.
- Il peut par exemple s'agir des **mesures « d'urgence »** prises dans le cadre de l'augmentation accrue des importations de produits particuliers, et qui causent ou menacent de causer un dommage grave à une branche de production nationale.



IV- MESURES DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE



Elles ont spécifiquement pour but de :

- protéger la production nationale et certains secteurs de l'économie (PME et les industries naissantes) qui ne sont pas assez fortes et compétitives pour affronter la concurrence internationale
- favoriser et encourager les entreprises locales ;
- rétablir une situation économique dégradée ;
- donner le temps aux activités vieillissantes de se reconvertir ;
- permettre aux opérateurs économiques et aux jeunes entrepreneurs de s'adapter ;
- sauvegarder l'emploi dans les secteurs menacés ;
- rééquilibrer la balance commerciale et des paiements pour rétablir la viabilité économique des entreprises ;
- consolider ou augmenter les recettes fiscales ;
- réduire la fuite des devises et d'assurer un niveau de réserve suffisant.



IV- MESURES DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE



iii) AUTRES FORMES DE MESURES DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE EXISTANTES

- la politique d'import-substitution ;
- Les interdictions et les restrictions d'importations ;
- les exigences des normes nationales ;
- l'application des réglementations nationales ;
- le développement de l'infrastructure qualité ;
- l'application de la valeur de référence des importations :

Il s'agit par exemple de soumettre les produits importés à un régime de valeur administrative (ou valeur mercuriale) durant la période comprise entre l'entrée en vigueur de la ZLECAf et la fin du processus du démantèlement tarifaire.



V- LA STRATEGIE D'IMPORT-SUBSTITUTION EN AFRIQUE CENTRALE



En 2021 le Sommet Extraordinaire des Chefs d'État de la CEMAC a instruit l'élaboration d'une stratégie sous-régionale d'import-substitution afin d'atténuer l'impact de l'importation de ces produits sur les réserves de change. Cette stratégie vise à encourager la production locale de ces quatre produits du cru (**poisson, riz, viande bovine et hydrocarbures**) pour couvrir les besoins du marché intérieur de la CEMAC en réduisant les importations de ceux-ci.

Il s'agit à présent de produire localement les biens les plus importés et destinés à la consommation, en vue de réduire le déficit de la balance commerciale et de créer de l'activité économique pour générer plus d'emplois et lutter contre la dépendance alimentaire. Il est spécifiquement question de

- consommer ce que nous produisons
- produire ce que nous consommons
- et produire pour exporter



VI- LA STRATÉGIE D'IMPORT-SUBSTITUTION : UNE REPONSE EFFICACE AUX LIMITES DE LA ZLECAF



La Stratégie d'import-substitution permet de :

- Protéger les entreprises naissantes
- Protéger les industries vieillissantes
- Protéger les secteurs jugés stratégiques
- Protéger les entreprises de la concurrence extérieure
- Maintenir les emplois et l'activité économique

... en actionnant sur les barrières tarifaires (Droits de douanes, subventions) et les barrières non tarifaires (réglementations, barrières administratives et quotas)





VII- CONCLUSION



VII- CONCLUSION

La mise en œuvre de la stratégie d'import-substitution en Afrique Centrale doit donc avoir pour but d'encourager et de développer le commerce intracommunautaire, de créer les conditions d'un renforcement de la diversification des économies de la sous-région et de soutenir la stabilité extérieure, essentiels pour une entrée réussie dans la **Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECAf)**.



« Qui ne défend pas ses droits mérite de les perdre »

Gérard HAAS

Je vous remercie

parfaiteppoh@yahoo.fr

